



Déjeuner du Cercle Europe et Economie sociale Chantal Jouanno, candidate UDI-Modem

Le 14 mai 2014, les membres du Cercle Europe et Economie Sociale (CEES) se sont réunis autour de Chantal Jouanno, sénatrice et candidate aux élections européennes sur les listes de l'Alternative UDI-Modem. Ensemble nous avons évoqué les élections européennes à venir et leurs enjeux ainsi que les attentes particulières des acteurs de l'économie sociale et solidaire.

Introduisant son propos, Chantal Jouanno est revenue sur les propositions clefs du programme de l'Alternative en vue des élections européennes.

Elle a ensuite évoqué les difficultés de la campagne, en particulier pour le centre, ainsi que différentes idées constitutives du fédéralisme prôné par l'Alternative.

Elle est également intervenue sur les questions d'éthique et de transparence au niveau européen, et sur la vision qu'a le centre de l'économie sociale.



Plusieurs fois championne de France de karaté, Chantal Jouanno est une femme politique investie sur les questions environnementales.

Diplômée de Sciences Po Paris et l'ENA, elle a ensuite été sous-préfet, avant de s'engager en politique et de faire de l'écologie sa spécialité. Elle a été tour à tour présidente de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), secrétaire d'Etat à l'Ecologie, et ministre des Sports.

Membre de l'UDI, elle est sénatrice de Paris depuis septembre 2011, et se présente sur les listes de l'Alternative UDI-Modem en Île-de-France.

L'Alternative, son programme et ses listes

Chantal Jouanno a commencé son intervention en présentant les principaux points caractérisant le programme de l'Alternative, l'alliance électorale réunissant UDI et Modem depuis novembre dernier, et ses listes intitulées « Les Européens ».

Concernant les propositions clefs de l'Alternative, Madame Jouanno a expliqué qu'elles émanent de la profonde convergence d'idées existant entre Modem et UDI sur les questions européennes et qui ont permis leur alliance. Elle a ainsi évoqué, sur les 65 propositions de l'Alternative¹ :

- La nécessité d'un fédéralisme recentré sur un noyau dur d'Etats membres, composé de l'Eurogroupe ;
- La démocratisation de la gouvernance de la zone euro ;
- La priorité donnée à l'approfondissement de l'Union européenne sur son élargissement ;
- La nécessité d'une convergence fiscale et sociale entre les Etats membres ;
- La concentration des investissements de l'Union sur des secteurs clefs.

Revenant ensuite sur les listes présentées par l'Alternative, elle a insisté sur le fait que l'ensemble des eurodéputés UDI et Modem sortants aient été reconduits en priorité (à l'exception d'un seul), et sur la stricte parité qui a été respectée. Dans la circonscription Île-de-France, sont ainsi candidats, dans l'ordre, Marielle de Sarnez, Jean-Marie Cavada, Patricia Lalonde, Jean Barbizet et Chantal Jouanno. Elle a également souligné la volonté de l'Alternative de faire émerger des personnalités de la société civile plus que des politiques.

Elle a enfin signalé l'intention des candidats de l'Alternative de siéger au Parlement européen avec le groupe de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE), alors que les élus UDI étaient jusque-là membres du Parti populaire européen (PPE). Pour expliquer ce choix, elle a mentionné l'incompatibilité de la candidature à la présidence de la Commission pour le PPE de Jean-Claude Juncker, ancien premier ministre d'un paradis fiscal. Elle a ajouté que Guy Verhofstadt, candidat de l'ADLE à son avis sous-médiatisé, représentait bien mieux les idées de l'Alternative.

1 Le programme de l'Alternative est disponible à cette adresse : <http://www.leseuropeens.eu/projet.html>

Une campagne difficile pour le centre

Chantal Jouanno a confié que la campagne des élections européennes, courte et sous-médiatisée pour l'ensemble des partis politiques concurrents, s'avérait plus difficile encore pour l'Alternative UDI-Modem.

Si ses candidats ont en partie mené une campagne « traditionnelle », avec par exemple des visites d'entreprises, ce mode de campagne se prête très mal aux élections européennes. Les réseaux sociaux ont également été mobilisés, mais Chantal Jouanno a expliqué que ce vecteur ne fonctionne que sur un ton polémique, qui n'est donc pas adapté au centre, par nature plus consensuel. Elle a enfin regretté que les médias traditionnels eux-mêmes n'accordent que peu d'attention au centre, se focalisant plus volontiers sur le PS, l'UMP, et le FN.

Elle a ajouté que ce manque de visibilité touche la plupart des formations centristes dans l'UE.

Un fédéralisme ciblé

Revenant sur le fédéralisme, Chantal Jouanno a expliqué que selon ses observations, l'idée avait progressé en Europe en même temps que l'euroscpticisme, en particulier chez les jeunes : un fossé se creuse ainsi entre une « génération Erasmus » de plus en plus ouverte à l'idéal fédéraliste, et une jeunesse plus durement touchée par la crise tentée par l'euroscpticisme.

Interpellée par les participants au déjeuner, elle a illustré le fédéralisme prôné par l'Alternative sur deux sujets. Sur le financement de l'économie d'abord, elle s'est dite d'accord avec le fait que les règles prudentielles imposées aux secteurs bancaire et assurantiel sont un frein en particulier pour le financement des PME. Pour répondre à ce problème, elle a expliqué que l'Alternative était favorable à une intervention publique sur des secteurs clefs. Dans le cadre européen, cela devrait selon elle passer par :

- L'émission d'obligations de projets par l'UE, de nature à combler les besoins en financement de secteurs clefs tels que l'énergie ou l'infrastructure ;
- La création d'un fond souverain européen.

Chantal Jouanno a ensuite abordé la question de protection de la santé publique, en déclarant qu'il s'agissait typiquement d'un sujet pour lequel l'intervention de l'UE est pertinente. Elle a illustré son propos en évoquant les cas des labels bio et de l'étiquetage nutritionnel : il s'agit d'un domaine dans lequel la valeur ajoutée européenne est considérable compte-tenu de l'existence du marché unique, mais qui fait l'objet d'une intense compétition entre les Etats membres pour imposer leurs propres normes.

Ethique et transparence à l'échelle de l'UE

Répondant aux membres du CEES qui ont dit regretter le manque d'éthique et de transparence dans l'action de l'UE, par exemple dans la préparation des évaluations d'impact employées par la Commission pour appuyer ses propositions, Chantal Jouanno a partiellement partagé ce constat.

Elle a toutefois relativisé la situation en invoquant la situation de la France notamment, où la transparence n'est pas meilleure qu'à l'échelon européen. Elle a ajouté que son parti n'avait pas fait de cette question une priorité de son programme pour ne pas alimenter la mauvaise image de l'UE en France.

L'Alternative et l'économie sociale

Avec les membres du CEES, Chantal Jouanno a enfin échangé sur la question de l'économie sociale et de la promotion de son modèle à l'échelle européenne.

A ce sujet, elle a déclaré qu'une grande convergence existait entre Modem et UDI, expliquant par ailleurs que son parti était parfois surnommé « Le parti des entrepreneurs sociaux ». Elle s'est de plus montrée

particulièrement enthousiaste face au modèle coopératif, en particulier son application aux problématiques énergétiques et environnementales.

Concernant le souhait de voir l'Intergroupe Economie sociale reconduit sous la prochaine législature du Parlement européen, elle a assuré qu'elle « ferait passer » le message au sein de son parti, elle-même n'ayant que peu de chances d'être élue.
